

LE 15 MAI, LE SIÈGE DOIT NOUS ENTENDRE !

Depuis quelques temps, **la Filpac CGT, la CFDT et FO DS Smith France** dénoncent le comportement fallacieux du siège. Malgré des usines en danger, le groupe DS Smith continue de ponctionner des frais à tout-va, quitte à mettre en péril les sites et contourner un partage des richesses équitables. Alors que le gouvernement parle de réindustrialisation et a mis en place des mesures d'allègement de la fiscalité des entreprises, DS Smith continue de spolier les sites avec pour seul objectif : remonter toujours plus de profits aux dirigeants et aux actionnaires en réduisant le nombre de salarié(e)s et la masse salariale.

La direction France parle de dialogue social. Certes, nous avons des réunions, on ne peut pas le nier, mais elles s'apparentent de plus en plus à « des réunions de salon » que de réelles réunions de négociations. Ne parlons même pas des NAO qui sont loin de répondre aux besoins d'attractivité et de reconnaissance dans notre industrie. La direction France refuse que ces dernières se fassent en centrale alors que c'est bien le siège qui décide de tout ! Les directions de sites ne sont que les marionnettes de notre siège social et de nos clusters. Ce qui donne lieu à un simulacre de négociation. Les manœuvres de nos dirigeants sur la politique de rémunération, nous permettent de bien comprendre les intentions qu'il y a derrière !

Pour preuve également que le dialogue social est compliqué dans le groupe DS Smith, les dernières annonces de rachat du groupe. Il est impossible d'avoir les informations nécessaires à la compréhension des enjeux de ce rachat. Les élu.es de sites, pour ceux qui ont déclenché des droits d'alerte économique, se voient refuser l'accès à l'information. Nous avons de plus en plus de difficultés à obtenir les documents nécessaires aux missions d'accompagnements par expertises. Cela prive les élu(e)s d'une bonne visibilité et compréhension pour mener à bien les missions de représentant du personnel que les salariés leur confient. Et par la même occasion, aux

directions de casser les conquits sociaux des travailleurs, en proposant des accords ou fonctionnement bien moins disant que ce qu'il y a actuellement. Pire encore, pour ne pas donner d'informations, les directions n'hésitent plus à assigner les CSE en justice comme, à l'heure actuelle, ceux de DSSP Atlantique, DSSP Bretagne, DSSP Sud-Est, etc.

Sur de nombreux sites, du fait de l'incompétence des directions locales, la politique d'emploi, la politique de rémunération et la politique sociale sont en DANGER ! Malgré l'insistance des élu.es **Filpac CGT, CFDT et FO DS Smith France**, la direction refuse toujours de communiquer en toute transparence afin de permettre aux élu.es de proposer des solutions ou des projets alternatifs.

Par ce rassemblement, **la Filpac CGT, la CFDT et FO DS Smith France** demandent des explications à la direction France sur les montants exorbitants des frais de groupe et des management fees qui siphonnent les résultats financiers des sites, quitte à mettre en péril leur santé financière et les emplois. De plus, dans le cadre de l'Offre Publique d'Acquisition initiée par le groupe International Paper, nous demandons que puissent avoir lieu des expertises et l'audition d'un représentant d'International Paper afin de connaître les orientations stratégiques,

industrielles, organisationnelles et les impacts que cela va engendrer sur les sites...

Nous demandons également l'ouverture de négociations sur le dialogue social. Si nous n'avons pas d'engagement ferme et écrit, **la Filpac CGT, la CFDT et FO DS Smith France** appelleront, dans les prochaines semaines, à un durcissement de ce mouvement sur les sites.

Pour finir, **la Filpac CGT, la CFDT et FO DS Smith France** revendiquent une prime de 3 000€ par salarié car si nos actionnaires et dirigeants doivent toucher le pactole dans cette transaction, nous appelons à un juste « partage des richesses » pour les travailleurs qui ont porté le groupe DS Smith à ce niveau. •

La Filpac CGT, la CFDT et FO DS Smith France

Les directions de sites ne sont que les marionnettes de notre siège social et de nos clusters.

Ce qui donne lieu à un simulacre de négociation.

